

Carlo Thelen, chef économiste de la Chambre de commerce

En ce début d'année 2013, certains signes encourageants laissent espérer des jours meilleurs que ceux connus en 2012. Le FMI estime que les décisions prises au sein de la zone euro au plus profond de la crise ont permis d'éviter le pire et que la zone euro est dorénavant mieux outillée pour faire face aux difficultés.

L'année 2013 a également démarré avec une nouvelle positive pour le Luxembourg, puisque mi-janvier, l'agence de notation américaine Standard and Poor's a remonté la note du pays en termes de prévisions de «négative» à «stable» et a donc confirmé la note de triple A.

Certains autres éléments positifs se dégagent au niveau d'enquêtes conjoncturelles du Statec, de la BCL et de la Chambre de commerce. Reste à espérer que ces signes avant-coureurs d'une évolution conjoncturelle plus favorable se confirmeront et se renforceront.

En attendant, la situation demeure mitigée, que ce soit au niveau du commerce extérieur, de la situation sur le marché de l'emploi ou encore du secteur industriel.

Entre les mois de novembre 2011 et de novembre 2012, la somme des bilans des banques a chuté de 4,3%.

La diversification de la Place et la promotion renforcée aux quatre coins du monde de son savoir-faire commencent cependant à porter leurs fruits. Une troisième grande banque chinoise vient d'annoncer qu'elle s'implantera au Luxembourg. C'est un signe encourageant et c'est surtout un effort qui doit être maintenu.

Fin 2012, notre niveau de production sera probablement toujours légèrement inférieur à celui atteint en 2007. Cinq ans sans croissance – du jamais-vu depuis la crise sidérurgique des années 1970 et 1980 – et une des principales causes des maux dont souffre le budget de l'Etat. En résumé, il devient apparent que les niveaux de croissance d'avant-crise ne seront plus atteints à moyen terme.

Le contexte international (importance croissante des pays émergents, au détriment des grands blocs économiques traditionnels Etats-Unis, Europe, Japon, etc.) et l'environnement européen (concurrence accrue, régulation croissante des marchés financiers, etc.) changent fondamentalement, ce qui comporte des risques, mais également des opportunités pour notre pays.

«2030.LU»

Pour maîtriser ces risques et pour saisir ces opportunités, le Luxembourg doit se réinventer et adapter sa gouvernance, son mode de fonctionnement et ses structures socio-économiques aux nouvelles données internationales. Il est vrai que beaucoup de décisions concernant notre pays sont prises à l'étranger, mais il nous reste néanmoins une grande latitude et une marge de manœuvre certaine pour façonner notre avenir de manière autonome et proactive. Entre construire l'avenir et le subir, il y a plus qu'une subtile différence.

Exploiter au mieux cette marge de manœuvre et préparer ensemble l'avenir, tel est le «devoir à domicile» incontournable à réaliser dès 2013 par le Luxembourg – par



Carlo Thelen

ses citoyens, jeunes, pensionnés, salariés, entrepreneurs, autorités politiques....

Dans ce contexte, une plate-forme d'échange et de dialogue, de création d'idées, de force de propositions et de discussion de

solutions sera bientôt présentée au public, avec l'objectif justement de rassembler les citoyens luxembourgeois et étrangers autour d'un projet d'avenir.

Cette initiative ouverte et participative, baptisée «2030.LU - Ambition pour le futur» sera présentée le 20 mars 2013 dans le cadre d'une grande conférence publique.

Les détails suivront bientôt.

L'objectif est précisément de mettre des idées sur le devant de la scène pour en dégager, avant la fin de l'année, un manifeste avec des solutions possibles et novatrices. Plus la société civile s'approprie du constat que l'avenir du Luxembourg reste à construire, plus il sera facile d'avancer des pistes de réflexion autour des «casse-tête luxo-luxembourgeois» traditionnels: le vivre ensemble, le logement, la cohésion sociale, la diversification économique, la transition vers une économie verte, l'innovation et l'entrepreneuriat, les finances publiques, etc. Le modèle du dialogue social traditionnel, la tripartite, connaît depuis quelques années des difficultés et ne parvient pas à sortir le pays de sa léthargie. Il faut donc un effort plus global, plus représentatif, plus courageux.

Pour l'ensemble des thèmes, la société civile, via l'initiative 2030.LU, peut faire la différence et inciter les responsables politiques à réformer et à préparer le pays pour qu'il puisse trouver des solutions à la hauteur des enjeux, et ce, de manière participative, proactive et volontariste.

*www.carlothelenblog.lu